



HAL
open science

Vers une histoire de la nouvelle histoire : la génération historienne des années 1930

Vincent Heimendinger

► **To cite this version:**

Vincent Heimendinger. Vers une histoire de la nouvelle histoire : la génération historienne des années 1930. CNRS éditions. Générations historiennes. XIXe – XXIe siècle, pp.215-234, 2019. <hal-02909853>

HAL Id: hal-02909853

<https://hal.science/hal-02909853v1>

Submitted on 20 Apr 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Vincent HEIMENDINGER

Vers une histoire de la nouvelle histoire : la génération historienne des années 1930

Écrire la biographie collective d'une génération

L'élaboration d'une biographie collective présente deux écueils : d'un côté, le risque de perdre la *dimension collective* à travers « la biographie indéfinie des individus »¹, la démultiplication des parcours individuels et toujours singuliers ; de l'autre celui de la perte de la *dimension biographique* à travers l'identification d'un groupe aux caractéristiques et aux contours suffisamment flous pour que l'on puisse, le plus souvent à partir de ses membres les plus célèbres, en retracer la trajectoire relativement commune. Devant l'impossibilité d'y échapper complètement, je voudrais essayer dans ce chapitre de « naviguer » entre les deux écueils, selon la formule de Christophe Charle, pour essayer de broser le portrait d'une génération formée par les historiennes et les historiens né·e·s entre 1931 et 1940.

Il n'est pas question de s'attarder trop longuement sur le choix de ces bornes chronologiques. Cette contribution devra être lue en regard de celles consacrées aux générations qui la précèdent et lui succèdent. Par ailleurs, le choix délibéré de flouter les frontières de cette génération, en ne s'interdisant pas d'évoquer les cas d'historiens et d'historiennes né·e·s avant 1931 ou après 1940, vise à saisir les continuités autant que les discontinuités entre générations. De même, le choix de se concentrer sur la communauté académique historienne française ne nous empêchera pas d'évoquer le cas d'individus situés à ses frontières, dont on sait qu'elles sont toujours enjeu de luttes. Cette volonté d'exclure *a priori* le moins d'individus possible du champ de l'étude, et d'être attentif à ses marges, est aussi un moyen de se prémunir contre le

1. Christophe Charle, *Homo Historicus. Réflexion sur l'histoire, les historiens et les sciences sociales*, Paris, Armand Colin, 2013, p. 98.

GÉNÉRATIONS HISTORIENNES. UN RELEVÉ STRATIGRAPHIQUE

risque de n'écrire qu'une histoire du cœur de la discipline et de ses grandes figures. Pour autant, la reconnaissance dont bénéficient quelques individus ou groupes au sein de la discipline n'est pas insignifiante et doit être prise en compte².

L'objectif de toute biographie collective est bien de saisir « le fonctionnement et l'évolution sociales des institutions ou des milieux dans lesquels agissent les individus considérés »³. L'usage du critère générationnel pour définir les limites du groupe à étudier se fonde sur l'hypothèse – à éprouver – de la pertinence du concept de génération pour comprendre les mutations de la discipline historique. J'aborderai donc de front cette question en me plaçant dans l'optique d'une « histoire de la discipline qui soit une véritable histoire intellectuelle et sociale des pratiques historiques »⁴, essayant de tenir ensemble les deux faces de cette « discipline historique », dont les évolutions respectives ne peuvent être saisies isolément les unes des autres, à savoir d'un côté l'organisation de la discipline, et de l'autre la production historique (ses formes, ses objets, ses approches, ses résultats).

La formation d'une génération

Les cohortes nées dans les années 1930 forment la jeunesse des années 1950, constituée, comme le note Ludivine Bantigny dans sa thèse, des jeunes qui « connurent deux conflits : la Seconde Guerre mondiale, qui les surprit dans l'enfance, et la guerre d'Algérie, qui les frappa en pleine jeunesse ». Ces deux guerres, vécues dans des conditions bien distinctes et à des âges différents, marquent durablement les jeunes nés dans les années 1930, et le choc qu'elles ont provoqué « fut sans doute déterminant dans la conscience d'une identité générationnelle »⁵.

D'une guerre à l'autre

La période de la Seconde Guerre mondiale est vécue très différemment suivant les familles : certains historiens et certaines historiennes appartiennent à des familles impliquées, à des degrés très divers, dans la collaboration – Emmanuel Le Roy Ladurie (1929), Hélène Carrère d'Encausse (1929), Paul Veyne (1930), Jean Tulard (1933),

2. Ces remarques permettent aussi d'expliquer le choix de multiplier les mentions d'historien·ne·s qui ont valeur illustrative, sans aucune prétention d'exhaustivité, afin de donner une idée de la diversité de la communauté historique ; ainsi que l'apposition de la date de naissance entre parenthèses lors de la première mention d'un historien ou d'une historienne (en italique en cas d'incertitude), afin d'éprouver la pertinence du facteur générationnel et du découpage ici adopté.

3. Christophe Charle, *Homo Historicus*, *op. cit.*, p. 101.

4. Étienne Anheim, « L'historiographie est-elle une forme d'histoire intellectuelle ? La controverse de 1934 entre Lucien Febvre et Henri Jassemin », *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, vol. 59-4bis, n° 5, 2012, p. 130.

5. Ludivine Bantigny, *Le plus bel âge ? Jeunes et jeunesse en France de l'aube des « Trente Glorieuses » à la guerre d'Algérie*, Paris, Fayard, 2007, p. 19.

GÉNÉRATION 13

nés entre 1931 et 1940

Daniel Roche (1935), Jean-Pierre Azéma (1937) –, d'autres à des familles engagées dans la Résistance – Pierre Cabanes (1930), Pierre Vidal-Naquet (1930), Claude Mazauric (1932), Max Gallo (1932) ou Pierre Nora (1931) –, ou à des familles juives – Pierre Vidal-Naquet, Pierre Nora, Évelyne Patlagean (1932), Fred Kupferman (1934), Catherine Coquery-Vidrovitch (1935). Malgré la diversité des expériences de la Seconde Guerre mondiale, on note dans les témoignages quelques régularités : souvent l'absence du père fait prisonnier, parfois le deuil, presque toujours l'exil (plus ou moins lointain). L'expérience traumatique de la guerre est parfois évoquée dans la reconstitution du parcours d'historien et d'historienne, comme pour les historiens de la collaboration Yves Durand (1929) ou Fred Kupferman⁶. La Seconde Guerre mondiale n'agit pas seulement comme événement *générationnellement* partagé – même très jeune –, elle est aussi une référence commune, qui a marqué durablement les mémoires collectives et qui réapparaît notamment au moment de la guerre d'Algérie.

La « dernière génération du feu »⁷

« Trop jeune pour avoir participé à l'histoire de [la Seconde Guerre mondiale], mais assez âgé[e] pour l'avoir vécue enfant »⁸, cette *génération* est en revanche confrontée très directement à la guerre d'Algérie, qui peut apparaître comme une matrice générationnelle. Les « appelés », conscrits envoyés en Algérie durant leur service militaire ou rappelés à la fin de celui-ci, forment plus de la moitié des deux millions de soldats français envoyés en Algérie. En dehors des quelques-uns dispensés pour des raisons diverses – Pierre Vidal-Naquet échappe au service militaire parce que ses parents avaient été déportés, tandis que Pierre Toubert (1932) est réformé à cause de sa tuberculose et Jean-Marie Mayeur (1933) pour asthme –, une grande partie des historiens français nés dans les années 1930 est enrôlée, après une période de sursis due aux études, dans cette guerre qui ne dit pas son nom. Au-delà des seuls appelés, qui ne sont par ailleurs pas tous envoyés en Algérie, cette guerre correspond également à un moment de socialisation politique fondateur : Jean-Pierre Rioux (1939), sursitaire, raconte ainsi avoir « appris l'engagement d'historien à l'heure de la guerre d'Algérie »⁹. Elle est l'occasion d'une mobilisation intellectuelle forte qui prend des formes multiples, depuis la mobilisation au sein des comités Audin, la signature de pétitions, la publication d'articles, jusqu'à l'aide matérielle à la résistance algérienne – comme pour

6. Henry Rouso, « Préface à la nouvelle édition », dans Fred Kupferman, *Pierre Laval*, Paris, Tallandier, 2015, p. IX-XVIII.

7. Expression utilisée entre autres par Raphaëlle Branche, « La dernière génération du feu ? Jalons pour une étude des anciens combattants français de la guerre d'Algérie », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 3, novembre-décembre 2007. En ligne : <http://www.histoire-politique.fr/> (consulté le 29 juin 2019).

8. Yves Durand, *Vichy, 1940-1944*, Paris, Bordas, 1972, quatrième de couverture.

9. Jean-Pierre Rioux, *Ils m'ont appris l'histoire de France*, Paris, Odile Jacob, 2017, p. 45-46.

GÉNÉRATIONS HISTORIENNES. UN RELEVÉ STRATIGRAPHIQUE

Robert Bonnaud (1929), René Gallissot (1934) ou Christiane Klapisch-Zuber (1936). Si la guerre d'Algérie apparaît bien comme un événement fondateur pour la génération étudiée, elle est vécue de manière différenciée, même au sein du milieu étudiant et universitaire : pas grand-chose de commun entre l'expérience de la guerre racontée par Antoine Prost (1933) dans ses *Carnets* et le témoignage de Pierre Toubert, qui échappe au service militaire pour des raisons médicales, entre le récit par Christiane Klapisch-Zuber de ses huit mois à la prison de la Roquette pour avoir hébergé un Algérien membre du FLN¹⁰ et celui d'Yves-Marie Bercé (1936) à propos de ses activités militantes du côté de l'Algérie française¹¹. Face à la multiplicité des expériences, impossible donc de décrire *la* guerre d'Algérie des historiens et des historiennes de cette génération ; mais on peut observer que cet événement n'est pas sans influence sur certains parcours : Paul-Albert Février (1931), René Gallissot ou Catherine Coquery-Vidrovitch ont fait de l'Afrique, et particulièrement du Maghreb pour les deux premiers, le terrain de leurs recherches¹² ; Philippe Contamine (1932) ou Antoine Prost mettent tous deux en avant leur expérience algérienne pour expliciter le choix de travailler en thèse sur la guerre, sur l'histoire militaire médiévale pour le premier, sur l'histoire des anciens combattants de la Première Guerre mondiale pour le second¹³.

Une génération intellectuelle algérienne ?

La construction identitaire de cette génération, forgée dans l'expérience de ces deux guerres, s'appuie également sur deux autres phénomènes qui « tend[ent] à rapprocher les jeunes au cours des années 1950 » : d'une part, ils font l'objet d'un intérêt tout particulier dans les sphères médiatiques, politiques et scientifiques, qui participe à faire exister le groupe social des « jeunes » ; d'autre part, les transformations sociales, culturelles et économiques majeures des années 1950 – le début des Trente Glorieuses – qui touchent ces cohortes en pleine jeunesse concourent à créer un décalage entre celles-ci et les précédentes¹⁴. La différence de contexte social,

10. Christiane Klapisch-Zuber, « Une communauté de femmes en prison pendant la guerre d'Algérie », *Clio. Femmes, Genre, Histoire*, n° 39, 2014, p. 219-232. En ligne : <https://journals.openedition.org/clio/11928> (consulté le 29 juin 2019).

11. Myriam Chermette et Anne-Sophie Lechevallier, « Des droites : postures et récits de réactions », dans Agnès Callu (dir.), *Le mai 68 des historiens*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2018, p. 159

12. Jean-Marie Guillon, *Paul-Albert Février. Un historien dans l'Algérie en guerre. Un engagement chrétien (1959-1962)*, Paris, Cerf, 2006, p. 18-19 ; « Génération algérienne : entretien avec René Gallissot » (entretien mené par Selim Nadi), publié le 28 mars 2016. En ligne : <http://revueperiode.net/generation-algerienne-entretien-avec-rene-gallissot/> (consulté le 29 juin 2019) ; entretien de l'auteur du présent article avec Catherine Coquery-Vidrovitch (Malakoff, 29 novembre 2018).

13. Philippe Contamine, Caroline zum Kolk, « Entretien avec Philippe Contamine », Paris, Cour de France.fr, publié le 1^{er} octobre 2013. En ligne : <http://cour-de-france.fr/article2885.html> (consulté le 29 juin 2019) ; Antoine Prost, *Les anciens combattants et la société française, 1914-1939*, vol. 1 : *Histoire*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1977, p. 3-4.

14. Ludvine Bantigny, *Le plus bel âge ?*, op. cit., p. 16.

GÉNÉRATION 13

nés entre 1931 et 1940

culturel ou économique se double d'un écart démographique important : on compte entre 1931 et 1945 environ 640 000 naissances en moyenne, soit 100 000 de moins que pour la décennie 1921-1930, et 190 000 de moins que pour la période 1946-1955¹⁵. La guerre d'Algérie peut alors être considérée comme l'événement qui permet la cristallisation de la génération née dans les années 30, le passage de la génération *en soi* à la génération *pour soi*, pour reprendre les termes de Mannheim¹⁶.

Le conflit algérien donne également à cette génération « sa problématique majeure », face à laquelle émergent « des divergences, voire des oppositions furieuses » qui peuvent être perçues comme l'indice d'enjeux historiques partagés¹⁷. Cette problématique principale vient se substituer, dans le contexte intellectuel, à la problématique de la Guerre froide, qui avait dominé les débats de la génération précédente. Cette distinction se manifeste notamment par un rapport différent au Parti communiste, par lequel étaient souvent passé·e·s les historien·e·s de l'immédiate après-guerre, mais qui rencontre davantage d'opposition dans la génération suivante, notamment à partir de 1956, des révélations du rapport Khrouchtchev, de la répression de l'insurrection de Budapest et des ambivalences du PCF face aux « événements » en Algérie. Le Parti communiste continue pourtant d'être solidement implanté dans le milieu étudiant – Claude Mazauric, Guy Lemarchand (1932), Raymond Huard (1933), Michel Vovelle (1933), Guy Bois (1934), Lucette Valensi (1936), Christiane Klapisch-Zuber, François Hincker ou encore, parmi d'autres, Jacques Girault (1939), y ont eu leur carte. Une opposition à la guerre d'Algérie s'organise depuis les organismes étudiants du parti, comme au sein de l'Union des étudiants communistes (UEC) ou dans certaines tendances de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF). Au cours des années 1950, une autre tendance émerge entre le PCF et la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), d'abord autour de Pierre Mendès France, dont l'aura auprès de la jeunesse étudiante est importante – si bien que l'on a parfois parlé de « génération mendésiste » –, puis dans l'aventure du Parti socialiste autonome (PSA) puis unifié (PSU). On y trouve notamment un certain nombre de chrétien·ne·s de gauche, dont des membres de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC), de la Fédération française des étudiants catholiques (FFEC) ou de certaines tendances de l'UNEF, qui s'engagent contre la guerre d'Algérie – parmi eux, les historien·ne·s Janine Garrisson (1932), Charles Pietri (1932), Jean-Marie Mayeur, Gérard Cholvy (1932), Jacques Julliard (1933), Pierre Sorlin (1933), Michelle Magdelaine (1934), Michel Winock (1937), André Vauchez (1938) ou encore Denis Woronoff (1939). Cette opposition qui s'affirme pendant la guerre d'Algérie se fait aussi sentir dans la structuration du syndicalisme universitaire des années 1960 : les anciens membres de la JEC et les proches du PSU se

15. Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), « Démographie – Naissances vivantes – France métropolitaine, série 000067677 ». En ligne : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/000067677> (consulté le 29 juin 2019).

16. Karl Mannheim, *Le problème des générations*, Paris, Nathan, 1990.

17. Michel Winock, *L'effet de génération. Une brève histoire des intellectuels français*, Vincennes, Éditions Thierry Marchaisse, 2011.

GÉNÉRATIONS HISTORIENNES. UN RELEVÉ STRATIGRAPHIQUE

retrouvent du côté du Syndicat général de l'Éducation nationale (SGEN) tandis qu'un certain nombre de proches du PCF militent plutôt au sein du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNESup). Les oppositions autant que les solidarités cristallisées à cette époque seront durables.

Les années étudiantes ne constituent pas seulement le temps de la socialisation politique, elles sont aussi celui de la formation intellectuelle. À travers les quelques grandes figures intellectuelles qui affleurent dans les témoignages (Aron, Sartre, Beauvoir, Lévi-Strauss, Dumézil ou celles, un peu plus tardives, d'Althusser et de Foucault), on perçoit l'influence des différents courants qui traversent le champ intellectuel durant les années 1950 et 1960 : l'existentialisme est à ce moment-là plutôt en reflux, et ce sont le marxisme – alors « horizon indépassable de la pensée » selon Philippe Contamine¹⁸ – et le structuralisme qui occupent désormais les places centrales. Mais peut-être plus encore que par ces deux grands courants transdisciplinaires, la formation historique est marquée par son cadre disciplinaire : ces années 1950 et 1960 sont ainsi, en particulier, celles de l'influence croissante des *Annales* de Fernand Braudel (1902), auxquelles certaines historien·ne·s de la génération antérieure sont déjà inféodé·e·s¹⁹.

Ce premier temps nous a permis d'identifier une *situation de génération*, et donc « un champ des possibles déterminé »²⁰. Reste à pouvoir en dériver l'existence d'une génération historique. Il nous faut pour cela nous placer à l'échelle de la communauté historique, et analyser d'abord celle-ci à travers les cadres institutionnels qui la constituent.

Faire profession d'historien·ne dans les années 1960

Les cohortes historiennes des années 1930, qui ont connu l'expérience singulière de l'école de Vichy – celle des « Maréchal, nous voilà ! » – poursuivent leur scolarité dans un système en pleine mutation. Il n'est pas étonnant de constater que les parcours scolaires de cette génération historique ne sont pas représentatifs de ceux des cohortes auxquelles elle appartient : les historiens et historiennes sont presque tou·te·s passé·e·s par le système d'enseignement secondaire – alors séparé

18. Cité par Agnès Callu, « Conscience politique et conscience historique : copénétration ou cohabitations ? » dans Agnès Callu (dir.), *Le mai 68 des historiens*, op. cit., p. 136 et suiv. L'historien reprend les mots de Jean-Paul Sartre qui, dans *Questions de méthode* (1957), parle du marxisme comme « horizon philosophique indépassable de notre temps ».

19. Paul Veyne rapporte le discours du « caïman » d'histoire, Pierre Ayçoberry (1925), à son arrivée à l'École normale supérieure de la rue d'Ulm en 1951 : « Vous avez deux courants ; l'un traditionnel et au pouvoir, la vieille Sorbonne, vous fera une belle carrière ; l'autre, c'est l'aventure, cela s'appelle l'école des *Annales*, avec Marc Bloch et Lucien Febvre [le nom de Braudel n'apparaissait pas encore] ; ils n'ont aucun pouvoir [ce qui était tout à fait vrai en 1951], mais eux sont la vérité et l'avant-garde. À vous de choisir votre camp. » Paul Veyne, *Le quotidien et l'intéressant*, entretiens avec Catherine Darbo-Peschanski, Paris, Les Belles Lettres, 1995, p. 106.

20. Karl Mannheim, *Le problème des générations*, op. cit., p. 45.

GÉNÉRATION 13

nés entre 1931 et 1940

de l'ordre primaire –, qui mène au baccalauréat, porte d'entrée vers l'enseignement supérieur. Or, si les années 1950 voient la durée de scolarisation s'allonger sensiblement, il y a encore, en 1955, moins de 7% d'une classe d'âge qui obtient un baccalauréat non technique²¹. Tout se passe comme s'il s'agissait d'une génération charnière : elle est marquée par l'accélération de l'augmentation des effectifs scolaires, mais cette dynamique ne prendra sa pleine mesure qu'avec les classes d'âges beaucoup plus nombreuses nées après 1945. Face à l'augmentation massive des effectifs, l'État est conduit à élargir le recrutement dans l'enseignement secondaire (augmentation du nombre de postes ouverts à l'agrégation, création du CAPES en 1950). Or, très vite, « les besoins économiques et l'évolution des mentalités transforment l'explosion scolaire du second degré en explosion universitaire »²².

Une conjoncture singulière : l'Université recrute !

Le taux de scolarisation dans l'enseignement supérieur double entre 1957 et 1966, et le nombre d'étudiants dans les facultés de Lettres passe de 36 000 en 1950, à 64 000 en 1960 puis à 233 000 en 1970²³. Or, « l'accroissement rapide des effectifs estudiantins rend impossible le recrutement au même rythme de professeurs de rang magistral, l'exigence de la thèse d'État demeurant accablante, en particulier dans les disciplines littéraires »²⁴. Comme le note Jean-François Condette, « la rupture ne devait venir que dans les années 1955-1968, en liaison avec le gonflement rapide des effectifs étudiants qui exigèrent une nouvelle politique de recrutement d'enseignants, autour certes des professeurs et des maîtres de conférences, mais surtout des assistants et des maîtres-assistants »²⁵ – statuts créés en 1942 et 1960. C'est ainsi par « la multiplication des fonctions inférieures » que l'État répond à la massification du supérieur²⁶. Cette génération, qui passe l'agrégation à partir du milieu de la décennie 1950, est directement affectée par ce bouleversement. Pierre Toubert évoque le sentiment, « aux confins de la culpabilité », d'avoir eu une « facilité d'existence professionnelle » partagée avec sa génération, pour laquelle « les horizons étaient ouverts » : « on a été une génération très favorisée, parce que l'on était encore relativement peu nombreux et que les créations de postes se sont multipliées à la vitesse grand V dans cette décennie-là », que ce soient les directions d'études à l'École pratique des hautes études (EPHE) ou les postes dans les

21. Antoine Prost, *Histoire de l'enseignement et de l'éducation*, t. IV : *Depuis 1930*, Paris, Perrin, 2004, p. 303.

22. Jean-Noël Luc et Alain Barbé, *Des normaliens. Histoire de l'École normale supérieure de Saint-Cloud*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1982, p. 162-163.

23. Antoine Prost et Jean-Richard Cytermann, « Une histoire en chiffres de l'enseignement supérieur en France », *Le Mouvement Social*, vol. 233, n° 4, 2010, p. 34.

24. Yves Verneuil, *Les agrégés. Histoire d'une exception française*, Paris, Belin, 2005, p. 287.

25. Jean-François Condette, *Les lettrés de la République. Les enseignants de la Faculté des lettres de Douai puis Lille sous la Troisième République (1870-1940)*. *Dictionnaire biographique*, Villeneuve-d'Ascq, Publications de l'Institut de recherches historiques du Septentrion, 2006, p. 27.

26. *Ibid.*, p. 30.

GÉNÉRATIONS HISTORIENNES. UN RELEVÉ STRATIGRAPHIQUE

anciennes facultés ou dans les nouvelles institutions qui se créent alors²⁷. L'environnement professionnel est d'autant moins « concurrentiel » que la multiplication du nombre de postes due à l'augmentation des effectifs – d'abord *via* le seul effet de la hausse du taux de scolarisation, puis par l'arrivée à l'université des *baby-boomers* – s'adresse aux classes creuses d'avant-guerre.

Une relative et éphémère diversification du cursus

Cette conjoncture particulière, celle d'un besoin croissant d'encadrement dans l'enseignement supérieur, permet d'expliquer une relative et éphémère diversification des parcours de formation qui caractérise cette génération historique. L'accès à la profession historique connaît sa voie royale, la même depuis le XIX^e siècle, qui passe par les classes préparatoires, l'École normale supérieure de la rue d'Ulm, puis l'agrégation, à la suite de laquelle le lauréat s'engage sur le chemin de la thèse d'État – parmi les nombreux élèves de l'ENS figurent François-Xavier Coquin (1931), Alain Plessis (1932), Robert Delort (1932), Pierre Toubert, Antoine Prost, Yvon Garlan (1933), Edmond Lévy (1934), Gérard Labrot (1936), André Vauchez ou encore Dominique Julia (1940). L'École des chartes, même si elle forme principalement aux « sciences auxiliaires de l'histoire », apparaît comme une alternative prestigieuse à l'ENS, avec pour différence notable sa mixité, instaurée depuis 1906 – parmi les élèves de l'école : Paul-Albert Février, Jean Favier (1932), Bruno Neveu (1936) ou Danielle Elisseeff (1938). Les meilleurs élèves historiens (et plus rarement historiennes) de ces deux institutions se retrouvent d'ailleurs dans les Écoles françaises de Rome ou d'Athènes. Il n'est pas nécessaire de nous attarder sur ce parcours classique, commun à de nombreuses générations historiques : la réussite au concours de l'ENS – plus qu'à celui de l'École des chartes – est particulièrement précieuse pour faire carrière dans le monde académique, à la fois par le niveau de *capital culturel et scolaire* que l'institution garantit et par le *capital social* qu'elle offre – les liens tissés entre camarades de promotion, avec les professeurs et les fameux « caïmans » jouent un rôle souvent déterminant pour l'insertion future des élèves au sein de l'enseignement supérieur. Si ce *cursus honorum* n'a jamais été la voie unique pour devenir historien·ne, certains parcours qui apparaissaient comme plus rares dans les décennies précédentes se généralisent. Citons d'abord le cas des autres ENS qui voient, à partir des promotions des années 1950 et 1960, leurs élèves accéder de plus en plus souvent et de plus en plus rapidement à des carrières universitaires²⁸. C'est le cas des élèves de l'ENS de jeunes filles de Sèvres – Mona Ozouf (1931), Luce Pietri (1931), Françoise Autrand (1932), Évelyne Patlagean, Françoise Mayeur (1933), Catherine Coquery-Vidrovitch, Christiane Klapisch-Zuber –,

27. Entretien de l'auteur avec Pierre Toubert (Paris, 5 février 2019). Voir aussi les témoignages dans Agnès Callu, « La socialisation des historiens : de l'*intra*-histoire au profil scientifique » dans Agnès Callu (dir.), *Le mai 68 des historiens*, *op. cit.*, p. 77.

28. Voir Jean-Noël Luc, *Des normaliens. Histoire de l'ENS de Saint-Cloud*, Paris, Presses de Sciences Po, 1982.

GÉNÉRATION 13

nés entre 1931 et 1940

c'est aussi celui des élèves de l'ENS de Saint-Cloud – Jean Boissière (1932), Raymond Huard, Michel Vovelle, Daniel Roche, Jean-Louis Biget (1937) – et, dans une moindre mesure, celui des élèves de l'ENS de Fontenay-aux-Roses, comme Régine Robin (1939)²⁹. À la même époque, Sciences Po, où exercent notamment Pierre Renouvin (1893) et René Rémond (1918), s'impose comme un autre pôle important de recrutement des historien·ne·s – Hélène Carrère d'Encausse, François Caron (1931), Alain Besançon (1932), Guy Lemarchand, Jean-Marie Mayeur, Antoine Prost ou Guy Bois.

L'Université, qui rassemble l'écrasante majorité des étudiant·e·s, constitue un passage obligé dans la formation : la plupart des élèves admis dans ces grandes écoles assistent à des cours à la Sorbonne, où doivent être validés les certificats d'histoire et de géographie. Par ailleurs, l'Université constitue le principal lieu de formation pour un grand nombre d'historien·ne·s de cette génération, qu'ils ou elles y aient fait l'intégralité de leurs études ou en aient rejoint les bancs après un passage par les (hypo)khâgnes. Le poids prépondérant de la Sorbonne ne doit pas faire oublier l'importance des facultés de province, au nombre encore limité, mais qui participent largement à la formation de cette génération historique : citons les cas de Charles-Olivier Carbonell (1930) et Pierre Bonnassie (1932) à Toulouse, de Bartolomé Benassar (1929) et Gérard Cholvy à Montpellier, de Jean-Bernard Marquette (1934) et Jean-Pierre Poussou (1938) à Bordeaux, d'Alain Corbin (1936) à Caen, de Michel Denis (1931) à Rennes, etc. Parmi cette même génération historique, on peut aussi relever quelques parcours atypiques, notamment d'enfants des classes populaires. Max Gallo, sorti de l'enseignement secondaire avec un certificat d'aptitude professionnelle (CAP) et un baccalauréat technique, décide de se lancer dans une propédeutique alors qu'il est technicien à la radio : il obtient l'agrégation d'histoire en 1960, soutient une thèse de troisième cycle en 1968 et devient maître-assistant à l'université de Nice, puis maître de conférences à Sciences Po. Pierre Milza (1932), Serge Berstein (1934) ou Marcel Lachiver (1934) passent tous trois par une école normale d'instituteurs et enseignent plusieurs années dans des écoles primaires, avant de rejoindre l'Université.

Des invariants : de l'agrégation à la thèse d'État

Si les années 1950 et 1960 sont marquées par une ouverture du recrutement et une diversification des profils des historien·ne·s, la formation historique connaît ses invariants. Pour cette génération comme pour les précédentes et les suivantes, l'agrégation d'histoire, ou d'histoire-géographie pour les femmes, apparaît ainsi comme une condition quasi nécessaire pour embrasser la carrière universitaire historique³⁰.

29. Les cas d'universitaires en histoire passé·e·s par l'École normale supérieure de l'enseignement technique (ENSET), devenue ensuite ENS de Cachan, restent encore très rares à cette époque : on peut néanmoins citer ceux de Jacques Girault ou de Anne-Marie Cocula-Vallières (1938).

30. L'agrégation de philosophie peut parfois être admise – Mona Ozouf, Claude Lelièvre (1941) –, notamment en histoire des sciences – Gérard Simon (1931), Ernest Coumet (1933), Pierre Thullier (1932) –, tandis que l'on rencontre en histoire antique et byzantine des agrégé·e·s de lettres classiques ou de grammaire – Évelyne Patlagean, Edmond Lévy, Guy Achard (1936) ou François Hinard (1941).

GÉNÉRATIONS HISTORIENNES. UN RELEVÉ STRATIGRAPHIQUE

L'agrégation constitue aussi un moment important où se dessine la carrière : le programme du concours et les enseignements suivis sont parfois déterminants dans le choix du sujet de thèse, tandis que l'épreuve orale est l'occasion pour les jurys de repérer les meilleurs candidats et les meilleures candidates pour les encourager à entamer une thèse d'État. Le dépôt d'un sujet de thèse est alors obligatoire pour enseigner à l'Université – et officiellement pour entrer au Centre national de la recherche scientifique (CNRS). Malgré un assouplissement, à la fin des années 1960, des règles qui encadrent la thèse d'État sous la pression du manque criant de professeur·e·s à l'Université (modification des contraintes sur l'impression, suppression de la thèse secondaire, possibilité de faire une thèse sur travaux, etc.), la thèse d'État, qui permet d'accéder au rang magistral et de diriger des recherches, reste une étape essentielle de la carrière historienne, que ne remet pas en cause la thèse de troisième cycle, qui apparaît à la fin des années 1950.

Au-delà des permanences visibles dans la définition de la profession historienne, celle-ci connaît dans la seconde moitié du *xxe* siècle des transformations importantes. La période est marquée par l'accroissement considérable de la communauté historienne : on compte 200 historien·ne·s dans le supérieur vers 1950, 700 en 1965, un peu moins de 1 200 en 1980 et environ 2 100 en 2005³¹. Or, « cette mutation quantitative implique des changements qualitatifs notoires »³² et s'accompagne d'une réorganisation en profondeur de la profession.

Une génération à travers les mutations de la profession historienne

La génération étudiée entre dans la carrière historienne à la fin des années 1950 et sera prise dans les profondes transformations qui vont toucher la profession durant les décennies suivantes. Sans prétendre à l'exhaustivité, j'évoquerai quatre évolutions importantes : la féminisation de la profession, la réorganisation des structures et des pratiques d'enseignement, le développement d'un secteur de recherche autonome, et les évolutions de la diffusion de l'histoire universitaire.

La féminisation de la corporation historienne

L'analyse générationnelle offre un point de vue particulièrement pertinent pour analyser le processus de féminisation de la communauté historienne. Après le « temps de l'exclusion » (1900-1920) et celui « de la ségrégation et des pionnières » (1920-

31. Emmanuelle Picard, « Enseignement supérieur et recherche », dans Christian Delacroix, François Dosse, Patrick Garcia et Nicolas Offenstadt (dir.), *Historiographies. Concept et débats*, t. II., Paris, Gallimard, 2010, p. 126-136 ; et Marte Mangset et Emmanuelle Picard, « Qu'est-ce qu'être historien aujourd'hui ? Permanence et mutations d'une communauté académique » dans Christophe Granger, *À quoi pensent les historiens. Science et insouciance de l'histoire au *xxi*^e siècle*, Paris, Autrement, 2012, p. 31-47.

32. Christophe Charle, *Homo Historicus. op. cit.*, p. 29.

GÉNÉRATION 13

nés entre 1931 et 1940

1950), la période qui s'ouvre dans les années 1950 correspond à une ouverture du monde universitaire aux femmes, lente et limitée, mais exigée par des besoins d'encadrement croissants : la carrière des historiennes de cette génération s'inscrit dans ce « temps de l'intégration » (1950-2000), mais d'une « intégration différentielle » puisque les femmes restent « cantonnées aux tâches subalternes »³³. Cette différenciation s'ancre en particulier dans la séparation ordinaire entre les parcours scolaires et étudiants des hommes et des femmes – depuis le lycée jusqu'à l'agrégation d'histoire-géographie, en passant par les classes préparatoires et les ENS de Sèvres ou de Fontenay – qui a pour effet de couper les jeunes femmes du monde académique, dans lequel l'insertion professionnelle repose largement sur l'interrelation et sur la cooptation. La discipline historique n'était pourtant pas restée imperméable à l'implication des femmes, mais celles-ci devaient trouver leur place à l'ombre des historiens, soit en tant qu'enseignantes, soit parmi le personnel d'appui à la recherche.

Il faut bien constater que « dans les années 1960, les hommes ont été plus concernés que les femmes par l'appel de l'enseignement supérieur »³⁴. Beaucoup d'agrégées, parmi lesquelles de nombreuses normaliennes, font carrière dans le secondaire³⁵ – plus rarement dans les classes préparatoires comme Hélène Rioux (1936) –, et mènent parfois en parallèle leurs travaux de chercheuses – Mireille Laget (1936), Marie-Hélène Zylberberg-Hocquard (1940). D'autres femmes s'orientent, après des études d'histoire, vers la profession d'archiviste et de conservatrice, dans lesquelles elles sont déjà très nombreuses (notamment après des études à l'École des chartes) : c'est le cas, entre autres, de Lucie Favier (1932), Monique Pelletier (1934) ou Denise Hillard (1937). Les années 1950 et 1960 sont marquées par un accroissement important du personnel d'appui à la recherche, « au service de l'historien "maître du sens" »³⁶, qui sera très majoritairement féminin : ce sont les postes de documentalistes ou de bibliothécaires, d'ingénieures de recherche dans les centres qui se créent à cette époque³⁷. Les travaux réalisés dans ces centres s'appuient largement sur une « génération de techniciennes et d'ingénieures qui ont produit la trame ordinaire de la recherche sans y être vraiment inscrites ni reconnues », à l'instar de Cécile Dauphin

33. Jean-François Condette, « Des cervelines aux professeurs : la difficile intégration des femmes dans le personnel enseignant des universités françaises au XX^e siècle », dans Jean-Paul Barrière et Philippe Guignet (dir.), *Les Femmes au travail dans les villes en France et en Belgique du XVIII^e siècle au XX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 238.

34. Yves Verneuil, *Les agrégés*, op. cit., p. 292.

35. Christiane Klapisch-Zuber, à propos de ses camarades de l'ENS de Sèvres, raconte qu'« il y en a beaucoup qui se sont perdues [dans le secondaire], quelquefois à leur grand dam, [alors qu']elles auraient préféré faire de la recherche », entretien de l'auteur avec Christiane Klapisch-Zuber (Paris, 3 janvier 2019).

36. Olivier Dumoulin, « Les historiennes professionnelles en France 1920-1965 », dans Françoise Thelamon et Anne-Marie Sohn (dir.), *Une histoire sans les femmes est-elle possible ?*, Paris, Perrin, 1998, p. 344.

37. Voir l'exemple du Centre de recherches historiques (CRH) : Lutz Raphael, « Le profil d'une institution », *Les Cahiers du Centre de recherches historiques*, n° 10, 2009 [1993]. En ligne : <http://journals.openedition.org/ccrh/2787> (consulté le 29 juin 2019).

GÉNÉRATIONS HISTORIENNES. UN RELEVÉ STRATIGRAPHIQUE

(1943)³⁸. Mais c'est aussi l'époque où quelques rares femmes accèdent à des postes de rang magistral à l'Université ou de chercheuses (les deux premières directrices d'études au CRH sont Lucette Valensi en 1980 et Christiane Klapisch-Zuber en 1981), et ne sont plus seulement laissées dans l'ombre de leur patron ou de leur époux³⁹. De ce point de vue, la génération des années 30 dénote un certain changement, notamment à l'aune du nombre de couples d'historiens : Jean-Claude et Michelle Perrot, Jacques et Mona Ozouf, Jean-Marie et Françoise Mayeur, Charles et Luce Pietri, Jean et Lucie Favier, etc., même si les trajectoires professionnelles ne suivent souvent ni le même chemin ni le même rythme⁴⁰. Il faut bien évidemment questionner ce qui peut apparaître comme des choix de carrière, mais qui relève parfois des contraintes pesant sur la condition féminine⁴¹ – contraintes auxquelles les historiennes engagées dans la recherche n'échappent pas. Les contraintes institutionnelles spécifiques rencontrées par les historiennes ont par ailleurs sans aucun doute favorisé l'émergence de profils d'enseignantes et de chercheuses singuliers – elles ne suivent pas les mêmes enseignements : Christiane Klapisch-Zuber insiste par exemple sur l'enseignement poussé en géographie lors de la préparation à l'agrégation féminine – et de problématiques nouvelles (comme l'histoire des femmes, j'y reviendrai).

Mai 68 et l'évolution des structures et des pratiques d'enseignement

L'enquête dirigée par Agnès Callu a montré l'importance de l'expérience de Mai 68 sur les historiennes et les historiens français·es, tout autant que la diversité du vécu de l'événement et de ses incidences biographiques immédiates. C'est peut-être davantage par ses effets sur l'enseignement supérieur que Mai 68 affecte le plus profondément cette génération. Alors que les années 1960 avaient été celles de l'entrée dans l'Université pour de nombreux historiens et de (moins) nombreuses historiennes, les quelques années qui suivent Mai 68 correspondent bien souvent dans les *curriculum vitae* à l'obtention d'un poste pérenne. Les nouvelles universités constituent logiquement des débouchés, comme Paris VII, dans laquelle arrivent Emmanuel Le Roy Ladurie en 1970, Michelle Perrot et Catherine Coquery-Vidrovitch

38. Cécile Dauphin, « Petites mains et grandes enquêtes », *Genre & Histoire*, n° 8, 2011. En ligne : <http://journals.openedition.org/genrehistoire/1152> (consulté le 29 juin 2019).

39. Natalie Zemon Davis, « Les femmes et le monde des *Annales* », *Tracés. Revue de Sciences humaines*, n° 32, 2017 [1992], p. 176.

40. Le cas de Philippe Contamine et de sa femme Geneviève, qui a fait toute sa carrière comme ingénieure de recherche au sein de l'Institut de recherche et d'histoire des textes, est éloquent : « Dans ce parcours, Philippe Contamine cheminera, comme par le passé, de concert avec Geneviève qui, dans la discrétion, a mené de front un service d'érudition et le soin d'une famille qui se révèle heureusement gratifiante. Sans le soutien constant d'une épouse vigilante et attentive aux travaux du savant, le maître ne pourrait œuvrer avec l'aisance et l'assurance qu'on lui reconnaît. » Jean Schneider, « En ouverture », dans Jacques Paviot et Jacques Verger (dir.), *Guerre, pouvoir, noblesses au Moyen Âge. Mélanges en l'honneur de Philippe Contamine*, Paris, Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2000, p. 8.

41. Michelle Perrot, « Les choix d'Hélène », dans Ludivine Bantigny, Aline Benain et Muriel Le Roux (dir.), *Printemps d'histoire. La khâgne et le métier d'historien*, Paris, Perrin, 2004, p. 13-20.

GÉNÉRATION 13

nés entre 1931 et 1940

en 1971 et Daniel Roche en 1973, ou Vincennes, qui attire René Girault (1929), Jean-Louis Flandrin (1931), Alain Plessis (1932), Robert Delort (1932), Jacques Julliard, René Gallissot, Michel Winock, Lucette Valensi. La seule année 1969 voit la nomination de François Caron à Dijon, de Philippe Contamine à Nancy, d'Antoine Prost à Orléans, d'Alain Corbin à Tours, de Jean-Bernard Marquette à Bordeaux, de Jean Heffer (1933) à Paris I ou de Bernadette Barrière (1936) à Limoges.

La loi Faure (1968) réorganise durablement le fonctionnement des universités à travers la création des unités d'enseignement et de recherche (UER), à laquelle s'ajoute au début des années 1970 la refonte des trois cycles de l'enseignement supérieur. Ces transformations organisationnelles s'accompagnent de changements pédagogiques, parfois esquissés avant 1968, mais qui trouvent alors leur cadre d'application, et qui sont largement portés par l'ensemble de la génération. Au sein du département d'histoire de Paris VIII, « la grande liberté pédagogique offerte par l'origine expérimentale de Vincennes et son public atypique permettent un renouvellement "critique" des objets d'étude, non seulement au niveau de la recherche et des troisièmes cycles, mais aussi au niveau de l'enseignement, y compris de première année » (notamment *via* l'indistinction entre cours magistral et travaux dirigés, et l'extension de la forme séminaire ailleurs réservée aux étudiant·e·s à partir de la maîtrise)⁴². La formation en histoire proposée au sein de l'UER « Géographie et sciences de la société » de Paris VII se distingue par sa volonté d'ouvrir aux étudiant·e·s des horizons disciplinaires, méthodologiques, théoriques ou encore géographiques très divers – ainsi, au début des années 1970 sont proposés dans les maquettes les cours des historiens Jean Chesneaux (1922), Paul Akamatzu (1928), Pierre Brocheux (1932), Daniel Hémerly (1932) sur l'Asie orientale, celui du géographe François Durand-Dastès (1931) et de l'historien Jacques Pouchepadass (1942) sur l'Inde, ceux de l'historienne Élise Marienstras (1932) sur les États-Unis, ou ceux sur l'Afrique noire de Catherine Coquery-Vidrovitch, de Henri Moniot (1935) et du géographe Gilles Sautter (1920).

La réorganisation de la recherche en histoire : autonomisation, institutionnalisation et dispersion

L'organisation de la recherche en sciences humaines au sein de centres de recherche et de laboratoires ne commence véritablement que dans la seconde moitié du XX^e siècle : vingt et un centres de recherche en histoire sont créés entre 1945 et 1956, puis trente-cinq entre 1957 et 1962, au sein des facultés de Lettres, au CNRS, à l'EPHE ou à la Fondation nationale des sciences politiques⁴³. Ces laboratoires et

42. Christelle Dormoy-Rajramanan, *Les séminaires d'histoire du mouvement ouvrier à Vincennes dans les années 1970. Une contribution collective à la production-diffusion d'idées politiques de « gauche »*, 2019, p. 36. En ligne : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02066277> (consulté le 29 juin 2019).

43. Lutz Raphael, « Origines d'une nouvelle organisation de la recherche en sciences humaines », *Les Cahiers du Centre de recherches historiques*, n° 10, 2009 [1993]. En ligne : <http://journals.openedition.org/ccrh/2785> (consulté le 29 juin 2019).

GÉNÉRATIONS HISTORIENNES. UN RELEVÉ STRATIGRAPHIQUE

centres de recherche, regroupant des équipes de recherche alliant les chercheurs et chercheuses à des ingénieurs·e·s de recherche, disposant de fonds importants, ont permis au cours des décennies suivantes la mise en œuvre de longues enquêtes coûteuses en moyens humains et financiers, que seule permet une « politique des sciences sociales » ambitieuse, mise en œuvre en particulier par l'État⁴⁴. Elle participe au développement rapide des sciences sociales durant les années 1960 et 1970, et se traduit par des changements profonds dans les pratiques de recherche. C'est notamment le temps des grandes enquêtes collectives pluridisciplinaires, comme celles lancées dans le cadre de la Recherche coopérative sur programme (RCP) sur l'Aubrac, à Plozévet, dans le Châtillonnais, etc. Ces enquêtes furent des expériences marquantes, « surtout pour des chercheurs y ayant fait leurs premières armes » ; elles représentèrent des viviers, « le recrutement de jeunes chercheurs ayant permis de renforcer, voire de constituer des équipes, et de développer de nouvelles problématiques »⁴⁵ : les jeunes agrégé·e·s d'histoire Yves Lequin (1935), Anne Zink (1936), Nicole Mathieu (1936) ou André Burguière (1938) font ainsi partie de l'équipe travaillant à Plozévet. D'autres grandes enquêtes collectives sont lancées plus spécifiquement en histoire au cours des années 1960 et 1970, notamment au sein du CRH⁴⁶. L'accroissement progressif de la corporation historique – même après le ralentissement brutal des recrutements à partir du milieu de la décennie 1970 – s'accompagne de la multiplication des centres de recherche, notamment en province du fait de la création des nouvelles universités, mais aussi d'une politique volontaire du CNRS : en 1980, on compte 254 unités de recherche à dominante historique⁴⁷. Et de fait, ces évolutions ont pour effet une atomisation de la recherche en histoire, qui renvoie à la spécialisation de plus en plus importante des historiens et des historiennes.

Diffuser l'histoire : de nouvelles pratiques éditoriales

L'augmentation du nombre d'historiens et d'historiennes et leur spécialisation ont encouragé la création de revues spécialisées, souvent associées à des centres de recherche et sous-domaines spécifiques – *Archéologie médiévale* (1971), *Dialogues d'histoire ancienne* (1974), *Le Médiéviste et l'ordinateur* (1979), *Pénélope, pour l'histoire des femmes* (1979), *Les cahiers de l'IHTP* (1981), etc. Au-delà de ce premier marché qui reste

44. Philippe Bezès (dir.), *L'État à l'épreuve des sciences sociales. La fonction recherche dans les administrations sous la V^e République*, Paris, La Découverte (Recherches), 2005 et Alain Chatriot (dir.), *Le gouvernement de la recherche. Histoire d'un engagement politique, de Pierre Mendès France au général de Gaulle (1953-1969)*, Paris, La Découverte (Recherches), 2006.

45. Bernard Paillard, « Une enquête pluridisciplinaire en sciences humaines. Plozévet (1961-1965) : son histoire, ses archives », *La Gazette des archives*, n° 212, 2008, p. 63.

46. Voir « Pour une histoire de la recherche collective en sciences sociales. Réflexions autour du cinquantenaire du Centre de recherches historiques », *Les Cahiers du Centre de recherches historiques*, n° 36, 2005. En ligne : <https://journals.openedition.org/ccrh/3033> (consulté le 29 juin 2019).

47. Lutz Raphael, « Origines d'une nouvelle organisation de la recherche en sciences humaines », *art. cit.*

GÉNÉRATION 13

nés entre 1931 et 1940

restreint, la toute fin des années 1960 et surtout la décennie 1970 apparaissent comme un âge d'or de l'édition en histoire – et plus largement en sciences humaines et sociales. La massification universitaire a parallèlement permis d'ouvrir le marché de l'édition universitaire dédiée aux étudiant·e·s, avec de courtes synthèses et des manuels en format poche réalisés par des universitaires. Plusieurs initiatives sont lancées dans les années 1960 et 1970 sur ce marché, et elles laissent une place importante à la génération des années 30 : ainsi, environ un tiers de la trentaine d'ouvrages parus entre 1967 et 1975 dans la collection de poche « Questions d'histoire » chez Flammarion, dirigée par Marc Ferro (1924), est le fait de jeunes historiens et historiennes de cette génération⁴⁸, de même que la moitié des 20 volumes de la *Nouvelle histoire de la France contemporaine* publiée par les éditions du Seuil entre 1972 et 1998⁴⁹.

Mais ce qui caractérise cette période, c'est encore davantage le succès de l'histoire universitaire sur le marché de l'édition grand public : Pierre Nora évoque avec nostalgie déjà en 1982 « les Trente Glorieuses de l'édition intellectuelle », durant lesquelles « des livres de savoir pur se sont intégrés à la culture vivante », « des livres qui paraissaient autrefois chez des éditeurs universitaires ou spécialisés ont été brusquement accueillis par des maisons d'édition générales et commerciales, et furieusement recherchés par elles »⁵⁰. L'année 1970 voit le lancement de deux collections qui symbolisent le succès éditorial de l'histoire universitaire : « L'Univers historique » au Seuil, dirigée par Michel Winock et Jacques Julliard, et la « Bibliothèque des histoires » chez Gallimard, dirigée par Pierre Nora. Toutes deux dirigées par des historiens de notre génération – et qui en publient d'autres –, ces collections partagent en grande partie un même autorat et visent un même public : elles se placent entre les collections proprement universitaires et les ouvrages de vulgarisation d'Alain Decaux (1925) ou de Pierre Miquel (1930) et Max Gallo. Le succès de ces deux collections, permis par un travail éditorial important⁵¹, trouve son point d'orgue dans la publication de l'ouvrage d'Emmanuel Le Roy Ladurie, *Montaillou, village occitan* (« Bibliothèque des histoires », 1975), vendu à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires en France. L'histoire universitaire se décline alors sur tous les supports : dans la presse généraliste où plusieurs historiens et historiennes tiennent chronique (dont Jacques Julliard, Mona Ozouf, André Burguière et Jacques Revel au *Nouvel Observateur*, Jean-Pierre Rioux et Roger Chartier au *Monde*), à la radio où Jacques Le Goff produit depuis 1968 *Les lundis de l'histoire*, ou encore à la télévision avec les séries documentaires conçues par Fernand Braudel (*Méditerranée*, 1976) ou Georges Duby (*Le Temps des cathédrales*, 1980). En 1978, Michel Winock crée *L'Histoire*, une revue à destination du

48. Jean-Louis Flandrin, Pierre Sorlin, Alice Gérard (1932), Claude Lepelley (1934), Lucette Valensi, Robert Paris (1937), Jean-Jacques Marie (1937), François Hincker.

49. Alain Plessis, Jean-Marie Mayeur, Michel Vovelle, Serge Berstein, Jean-Pierre Azéma, Jean-Pierre Rioux, Denis Woronoff et André Palluel-Guillard (1940).

50. Pierre Nora, « Écrivez, on ne vous lira pas », *Le Débat*, n° 19, 1982, p. 2.

51. Voir Gérard Noiriel, « "L'Univers Historique" : une collection d'histoire à travers son paratexte (1970-1993) », *Genèses*, n° 18, 1995, p. 110-131.

GÉNÉRATIONS HISTORIENNES. UN RELEVÉ STRATIGRAPHIQUE

« grand public » – animée entre autres par des historiens et des historiennes de sa génération – présentée comme « un moyen d’information permanent sur tout le champ de la recherche historique », dans un contexte où « à l’effort de certains chercheurs pour s’adresser à des lecteurs nombreux correspond l’intérêt d’un large public pour une histoire reçue en direct de ceux qui la font »⁵².

La génération des historiennes et historiens né·e·s dans les années 30 a donc largement participé à cette conjoncture éditoriale exceptionnelle, et sera d’ailleurs moins touchée que les générations postérieures par le ralentissement brutal des ventes en sciences humaines et sociales à partir des années 1980, qui se traduit en histoire par un recentrement sur les « valeurs sûres » et les historien·ne·s déjà reconnu·e·s. Plus largement, cette génération historienne a connu et largement contribué aux mutations de la profession historique entre les années 1960 et la fin du xx^e siècle.

L’empreinte d’une génération « nouvelle » dans l’historiographie

La génération historienne née dans les années 1930 se forme au moment caractérisé par l’historiographie comme celui de l’apogée de l’histoire économique et sociale, qui se développe sous les auspices de deux maîtres, Ernest Labrousse (1895) et Fernand Braudel (1902). La monumentale *Histoire économique et sociale de la France* qu’ils ont codirigée ne doit pas faire oublier leurs différences, qui structurent une partie du champ historique d’après-guerre : « les gens de ma génération », rappelle Michel Vovelle, « étaient divisés, plus qu’il n’y paraît, en deux équipes : les labroussiens et les braudéliens »⁵³. Mais l’emprise directe de Braudel comme celle de Labrousse touchent plutôt la génération précédente – notamment à travers la présidence du jury d’agrégation par Braudel entre 1950 et 1955, et par les nombreuses directions de thèse assurées par Labrousse, qui prend sa retraite en 1965 –, et ces deux figures ne doivent pas faire oublier celles des autres « maîtres » qui, sans toujours être les directeurs de thèse, forment les historiens et les historiennes de la génération née dans les années 30, à l’EHESS, à la Sorbonne ou dans des facultés de province : citons pour illustration et parmi d’autres, Édouard Perroy (1901) – qui dirige les travaux de Robert Fossier (1927), Françoise Autrand ou Simone Roux (1934) –, Robert Boutruche (1904) – dont le séminaire est fréquenté entre autres par Bernard Guenée (1927), Charles-Marie de La Roncière (1929), Pierre Toubert, Philippe Contamine, Jean Favier ou André Chédeville (1935)⁵⁴ –, ou la figure d’Alphonse Dupront (1905) – qui marque

52. « À nos lecteurs », *L’Histoire*, n° 1, mai 1978, p. 5. Le premier comité de rédaction rassemble Michel Winock (rédacteur en chef), Robert Delort, Philippe Joutard, Jean-Pierre Rioux, Jean-Noël Jeanneney (1942), Catherine Perlès (1948), et les écrivains-journalistes Jean Lacouture (1921) et Olivier Rolin (1947).

53. Michel Vovelle, « Plutôt labroussien que braudélien » [entretien], *EspacesTemps*, n° 34-35, 1986, p. 16. Citons également François Caron : « Ayant commencé ma thèse en 1960, j’appartiens encore à une génération dont la problématique initiale fut d’inspiration labroussienne », dans François Caron, « Ernest Labrousse et l’Histoire économique », *Histoire, économie et société*, vol. 9, n° 3, 1990, p. 423.

54. Jean Favier, *Les palais de l’Histoire*, Paris, Le Seuil, 2016, p. 708.

GÉNÉRATION 13

nés entre 1931 et 1940

durablement les travaux de Marc Venard (1929), Mona Ozouf, Jean-Louis Flandrin, François Billacois (1934), André Vauchez, Dominique Julia⁵⁵. C'est donc une génération de transition, qui se forme au cours des années 1960, au moment où décline le paradigme labroussien, et où s'élabore ce qu'on appellera à partir du début de la décennie suivante la « nouvelle histoire ».

La génération de la nouvelle histoire ?

Cette histoire, empreinte des évolutions des sciences sociales voisines, qui ont été en partie intégrées dans la discipline à travers le développement de la démographie et de l'anthropologie historiques, tire sa nouveauté de « trois processus » : « de *nouveaux problèmes* remettent en cause l'histoire elle-même ; de *nouvelles approches* modifient, enrichissent, bouleversent les secteurs traditionnels de l'histoire ; de *nouveaux objets* enfin apparaissent dans le champ épistémologique de l'histoire »⁵⁶. Ce renouvellement annoncé n'est cependant pas propre à une génération : il est encouragé par des historiennes et des historiens « venus d'horizons divers et appartenant à des générations différentes »⁵⁷. L'ouvrage *Faire de l'histoire* paru en 1974 et considéré comme le manifeste de la « nouvelle histoire » rassemble d'Alphonse Dupront (1905) et Pierre Vilar (1906) à Jacques Revel (1942) et Roger Chartier (1945), en passant par Georges Duby (1919), Jean Bouvier (1920), Jacques Ozouf (1928) ou Nathan Wachtel (1935). Il est cependant porté par deux générations principales, celle née dans les années 1920 et celle née dans les années 1930, qui fournissent respectivement 11 et 12 des 32 contributions réunies. Plus qu'une initiative générationnelle, la « nouvelle histoire » apparaît comme une entreprise élaborée autour d'une même institution, la revue des *Annales* et l'EPHE, à laquelle appartiennent l'écrasante majorité des contributeurs – et la seule contributrice, Mona Ozouf. Les *Annales* connaissent à cette époque un certain renouvellement puisqu'en 1969, Fernand Braudel et Charles Morazé (1913) se retirent de la direction de la revue et laissent la place à un directoire formé par Jacques Le Goff (1924), Marc Ferro, Emmanuel Le Roy Ladurie, André Burguière et Jacques Revel. Dans les évolutions générales de l'historiographie des années 1960 et des décennies suivantes, il apparaît ainsi difficile de distinguer le destin de la génération étudiée de celui de la génération précédente, toutes deux étant liées au cœur du phénomène « nouvelle histoire »⁵⁸.

55. Dominique Julia, « L'enquête d'Alphonse Dupront sur les pèlerinages français contemporains », *Archives de sciences sociales des religions*, n° 172, 2015, p. 107-128 ; Dominique Julia, « Les séminaires d'Alphonse Dupront : écrit, parole, incarnation », dans Antoine de Baecque et Patrick Deville (dir.), *Mona Ozouf, portrait d'une historienne*, Paris, Flammarion, 2019, p. 61-91.

56. Jacques Le Goff et Pierre Nora, « Présentation », dans Jacques Le Goff et Pierre Nora (dir.), *Faire de l'histoire*, Paris, Gallimard (Folio histoire), 2011 [1974], p. 8-9.

57. *Ibid.*, p. 8.

58. Pour reprendre le titre d'un ouvrage écrit en réaction : Hervé Coutau-Bégarie, *Le phénomène « Nouvelle Histoire »*. *Stratégie et idéologie des nouveaux historiens*, Paris, Economica, 1983.

GÉNÉRATIONS HISTORIENNES. UN RELEVÉ STRATIGRAPHIQUE

Une génération historienne en miettes ?

Il n'est pas question ici de rendre compte de l'ensemble des évolutions historiographiques du dernier tiers du xx^e siècle, d'une part bien sûr parce que la place manquerait, mais aussi parce que cette période est précisément marquée par un foisonnement qui rend difficile toute synthèse. Ledit « éclatement » de l'histoire doit être rapporté à l'explosion du nombre d'historien·ne·s, à laquelle répond logiquement, et avec un décalage de quelques années, un accroissement considérable du nombre de travaux publiés dans la discipline. Il en résulte une « dispersion croissante en sous-spécialités pour marquer son "territoire" »⁵⁹, suivant un processus perceptible dans de nombreuses autres disciplines scientifiques. Cette dispersion se traduirait également, selon l'analyse de François Dosse, par un « émiettement de l'histoire » provoqué par l'abandon des « grands paradigmes » unificateurs, des schémas d'intelligibilité généraux qui avaient sous-tendu l'ambition totalisante d'une partie de l'histoire française des années 1950⁶⁰. Les années 1970 et 1980 sont alors analysées le plus souvent à l'aune d'oppositions binaires, en lien les unes avec les autres, qui déclinent chacune un aspect du « retour de balancier » provoqué par « la nouvelle génération » face aux excès de l'ancienne : ainsi, la domination de l'histoire sociale et économique aurait été balayée par l'émergence de l'histoire culturelle et le retour de l'histoire politique ; face aux histoires quantitatives à l'échelle nationale (ou régionale) se serait développée, dans la lignée de la *microstoria* italienne, une histoire « au ras du sol », plus attentive aux singularités et aux discontinuités qu'aux régularités et aux permanences ; enfin, l'histoire aurait aussi vu le retour de l'acteur, trop longtemps oublié derrière les structures, et celui de l'événement auparavant dissous dans la longue durée. Ces grandes tendances sont indéniables, et l'on pourrait essayer de retrouver ces transformations historiographiques générales à l'échelle des trajectoires individuelles de nombreux historiens et historiennes de cette génération, comme le fait par exemple Didier Lett dans son entretien avec Christiane Klapisch-Zuber, historienne de l'Italie médiévale : sa carrière, effectuée toute entière au CRH, l'a vue passer de l'histoire économique relativement quantitative sur les marbres de Carrare, dans les années 1960, à une histoire des relations familiales et des structures de parenté, très influencée par la démographie et l'anthropologie historiques au cours de la décennie 1970 – années à partir desquelles elle participe au développement de l'histoire des femmes. Dans la décennie 1980, elle cherche à combler les « trous » des sources statistiques, en étudiant des sources intimes, comme les livres de famille, avant de se consacrer dans les deux dernières décennies principalement à l'histoire de l'art⁶¹. Cette expérience pourrait

59. Christophe Charle, *Homo Historicus*, *op. cit.*, p. 29-30.

60. François Dosse, *L'Histoire en miettes. Des Annales à la « nouvelle histoire »*, Paris, La Découverte, 1987.

61. Didier Lett et Christiane Klapisch-Zuber, « Entretien avec Christiane Klapisch-Zuber », *Genre & Histoire*, no 19, printemps 2017. En ligne : <https://journals.openedition.org/genrehistoire/2719> (consulté le 29 juin 2019).

GÉNÉRATION 13

nés entre 1931 et 1940

probablement être répliquée avec succès pour d'autres historiens et historiennes de la même génération, à condition de choisir les « bons sujets ». Les divergences intra-générationnelles et les continuités inter-générationnelles – avec les générations immédiatement antérieure et postérieure – plaident néanmoins pour un usage prudent de telles généralisations. Surtout, ce ne serait pas tirer le meilleur profit de l'analyse générationnelle que de la réduire à un usage taxonomique.

Traquer des unités générationnelles

Contre un usage sous-déterminé de la notion de génération, parfois employée indifféremment avec celles d'« école », de « courant » ou de « paradigme », comme opérateurs dans les périodisations historiographiques⁶², l'histoire sociale de l'histoire peut se saisir de l'approche par les générations afin d'étudier la dynamique des changements au sein de la discipline. Une telle approche est précieuse, puisqu'elle permet de ne s'en tenir ni à la rhétorique de la « rupture » employée dans le monde académique, où – plus qu'ailleurs – « le moi se pose en s'opposant » face à ses contemporains, mais aussi face à ses aînés, ni à l'apparence de linéarité des progrès produite par les pesanteurs institutionnelles de la discipline. Dans cette perspective, il apparaît pertinent de se situer à l'échelle plus restreinte des sous-ensembles de la discipline historique : la division en quatre périodes canoniques – que croisent et transgressent parfois les divisions thématiques et géographiques – détermine les véritables communautés épistémiques, les « groupes concrets » propres à la discipline, selon la formule de Mannheim. Conjointement à la réduction du champ d'application de l'approche générationnelle, l'analyse gagne également à tenir compte à la fois des différences inter et intra-générationnelles en distinguant des *micro-unités de génération*. Cette notion proposée par Julie Pagis rend compte du processus par lequel le *lien générationnel* se construit dans le temps long, en amont et en aval de l'événement, au sein de « communautés d'expériences (politiques, professionnelles et privées) », elles-mêmes adossées à des *groupes concrets*⁶³. Ces micro-unités de génération permettent d'associer dans l'analyse le facteur générationnel à un ensemble d'autres facteurs, tels les rapports sociaux de sexe, le statut social, l'appartenance religieuse, etc.

L'étude du cas du développement de l'histoire des femmes en France pourrait par exemple faire apparaître, non seulement l'importance du facteur genre, mais aussi la primauté d'un effet de période sur l'effet de génération : la contemporanéité des expériences partagées au cours de l'année 1968 et lors des mouvements féministes des années 1970, qui touchent plusieurs générations de femmes, semble plus impor-

62. Christian Delacroix, « “Écoles”, “paradigmes”, “tournants”, “ruptures” : les embarras de la périodisation en historiographie », *Atala. Cultures et sciences humaines*, n° 17, 2014, *Découper le temps. Actualité de la périodisation en histoire*, p. 219-231.

63. Julie Pagis, *Mai 68, un pavé dans leur histoire : événements et socialisation politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014, p. 224.

GÉNÉRATIONS HISTORIENNES. UN RELEVÉ STRATIGRAPHIQUE

tante que l'appartenance générationnelle⁶⁴. L'histoire de l'histoire religieuse dans le dernier tiers du xx^e siècle peut, quant à elle, être en partie analysée à l'aune d'un *effet de génération* : une solidarité générationnelle, dont les linéaments ont été posés dans le contexte de la guerre d'Algérie et de la période préconciliaire, a pu avoir, à travers l'existence de revues – autour de *Vin Nouveau* notamment⁶⁵ – ou de groupes informels – avec le Groupe de la Bussière⁶⁶ –, une importance déterminante à la fois sur la dynamique institutionnelle et la dynamique intellectuelle, toujours inséparables, de l'histoire religieuse française.

*

La biographie collective de cette génération historienne née autour des années 1930 nous a permis de découvrir ce qui la distinguait, autant que ce qui la rapprochait, des générations qui la précèdent et qui la suivent. L'insistance sur les dimensions institutionnelles, fondée sur l'hypothèse selon laquelle celles-ci ont une importance décisive sur la production historique, apparaît d'autant plus justifiée que ce sont les mutations de la communauté historique et de ses structures de travail qui donnent à cette génération ses caractéristiques principales (ouverture du recrutement, autonomisation d'un secteur recherche, intégration différentielle des femmes, « âge d'or » éditorial). Mais, comme je l'ai esquissé à la fin de ce chapitre, l'approche par les générations n'est pas condamnée à s'en tenir là : le rapport d'ordre dialectique qui lie l'évolution des logiques institutionnelles à celle des logiques intellectuelles⁶⁷ invite à faire de l'histoire des lieux de l'histoire ou des générations historiques l'assise de l'histoire intellectuelle de la discipline, et donc à repenser l'histoire de l'histoire à l'aune de l'histoire des historien·ne·s.

64. Voir Françoise Thébaud, *Écrire l'histoire des femmes et du genre*, nouvelle édition, Lyon, ENS Éditions, 2007.

65. Voir Catherine Mayeur-Jaouen, « "Urgence pour l'Algérie" : *Vin Nouveau*, une revue d'étudiants catholiques contre la guerre d'Algérie (1955-1956) », dans Morgan Corriou et M'hamed Oualdi (dir.), *Une histoire sociale et culturelle du politique en Algérie et au Maghreb. Études offertes à Omar Carlier*, Paris, Presses de la Sorbonne, 2018, p. 387-411. La revue rassemble notamment Jean-Marie Mayeur et sa future épouse, Françoise Paoli, Jacques Julliard, Philippe Joutard, Antoine Prost, Gérard Cholvy, Paul-Albert Février ou Marc Venard.

66. Voir Claude Langlois, « Trente ans d'histoire religieuse. Suggestions pour une future enquête », *Archives de sciences sociales des religions*, n° 63/1, 1987, p. 85-114.

67. Christian Delacroix, « "Écoles", "paradigmes", "tournants", "ruptures" : les embarras de la périodisation en historiographie », *art. cit.*, p. 230-231.